

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

Zoom sur ...

... le classement Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique

La Fondation Mo Ibrahim définit la gouvernance comme **la fourniture de biens et services politiques, sociaux, économiques et environnementaux auxquels tout citoyen a droit**, et qu'un gouvernement a la responsabilité d'offrir à ses citoyens. Depuis 2007, elle évalue la gouvernance des **54 pays situés sur le continent africain dans un indice annuel qui s'appuie sur 4 dimensions** : (i) sécurité et loi ; (ii) participation, droit et inclusion ; (iii) fondements du développement économique ; (iv) développement humain.

Dans le dernier indice publié cette semaine par la Fondation, **la note moyenne des pays africains a chuté de -0,2 point**, à 48,8/100, enregistrant ainsi **sa première détérioration en glissement annuel depuis 2010**. A noter que la période couverte s'arrête à fin 2019, **avant la pandémie liée au coronavirus et la tenue de nombreuses élections** sur le continent, par exemple les scrutins référendaire et présidentiel en Guinée et les élections présidentielles en Côte d'Ivoire, ou encore le coup d'Etat du 18 août 2020 au Mali.

❖ **L'Afrique de l'Ouest recule par rapport à l'année précédente**

L'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria et Ghana) subit un recul plus important que le reste du continent africain, avec une baisse moyenne de -0,3 point. **Le Burkina Faso (-3,1) enregistre la plus forte diminution de la région** en raison d'une détérioration de son score dans toutes les dimensions de l'indice, notamment celles relatives à la sécurité et la loi (-6,1) et à la participation, le droit et

l'inclusion (-4,8). Le pays est en effet confronté à une **insécurité grandissante liée à la menace terroriste**, ayant entraîné **le déplacement de plus d'un million de personnes** et contribuant à une augmentation inquiétante de l'insécurité nutritionnelle (depuis cet été, **3,3 M de personnes seraient en situation d'urgence alimentaire** au Burkina Faso selon la FAO). La Gambie (-1,5), le Bénin (-1,4) et le Libéria (-1,3) enregistrent également une baisse importante. A l'inverse, la Mauritanie (+1,3) et la Guinée-Bissau (+1,2) voient leur indice progresser.

❖ **A l'exception du Mali, tous les pays ont toutefois vu leur niveau de gouvernance s'améliorer ces 10 dernières années**

La plus forte progression des performances de la gouvernance depuis 2010, **parmi tous les pays d'Afrique, est celle de la Gambie (+9,2)**, qui bénéficie d'une augmentation significative de son score en termes de participation, droit et inclusion (+19,5) et de sécurité et droit (+14,2). A noter que sa note liée au développement humain a toutefois connu une légère baisse (-1,8), et ce alors que son IDH a légèrement progressé sur la même période (+0,3 point, à 0,47), le pays se classant au **174^{ème} rang sur 190 de ce classement de l'ONU**. **La Côte d'Ivoire fait également partie des pays ayant le plus progressé depuis 2010 (+9 points)**, grâce notamment à une forte augmentation de son score en développement humain (+12,1), fondements pour le développement économique (+11,6) et sécurité et loi (+8,8). **Seul le Mali voit sa note globale diminuer (-2,5)**, fortement impactée par une détérioration de la situation du pays en termes de sécurité et loi (-7,9) et de participation, droit et inclusion (-7,6), dans un contexte de menace terroriste.

Pays	Classement (/54)	Note (/100)	Changement 2018-2019 (points)	Changement 2010-2019 (points)
Cap-Vert	2	77,2	-0,5	+0,2
Sénégal	9	63,2	+0,4	+3,3
Bénin	13	58,6	-1,4	+1,1
Gambie	16	55,9	-1,5	+9,2
Burkina Faso	17	54	-3,1	+1
Côte d'Ivoire	18	53,9	-0,1	+9
Sierra Leone	24	51	-0,6	+4,8
Togo	25	50,1	+0,6	+4,8
Libéria	27	47,9	-1,3	+1,2
Niger	28	47,8	+0,8	+0,4
Mali	31	46,6	-	-2,5
Guinée	39	42,5	-0,4	+1,3
Mauritanie	40	41,6	+1,3	+2
Guinée-Bissau	41	41,4	+1,2	+2,8
Afrique de l'Ouest	-	52,3	-0,3	+2,8

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Approbation d'un cadre commun de traitement coordonné de dette par le G20 et le Club de Paris

Reconnaissant que la crise sanitaire et économique liée à la COVID-19 accroît considérablement la vulnérabilité à la dette des pays les plus pauvres, [les membres du Club de Paris et du G20 ont convenu d'un cadre commun pour le traitement de la dette de ces pays](#) au-delà de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD). Il s'agira principalement pour les créanciers bilatéraux d'accorder des restructurations de dette portant au moins sur (i) le changement du nominal du service de la dette ; (ii) le cas échéant, la réduction de la dette en valeur actuelle nette ; et (iii) l'extension de la durée des créances à traiter. Le traitement de la dette sera initié à la demande d'un pays débiteur. Il sera fondé sur une analyse de la viabilité de la dette du FMI et du groupe Banque mondiale et se fera de façon collective et coordonnée entre les créanciers bilatéraux.

Les États-Unis lancent un projet commercial de 500 M USD pour le secteur privé en Afrique subsaharienne

L'agence de coopération américaine (USAID) a annoncé le 17 novembre 2020 le lancement [d'un nouveau programme de commerce et d'investissement](#) à l'échelle de l'Afrique subsaharienne dans le cadre de l'initiative « [Prosper Africa](#) », à partir de janvier 2021. D'un montant estimé entre 400 et 600 M USD répartis sur cinq ans, le programme mènera des activités afin de (i) favoriser le commerce entre les deux régions (analyses de marchés, renforcement des liens entre les entreprises, etc.) ; (ii) accroître l'investissement (identification d'investisseurs, soutien aux entreprises américaines arrivant sur le continent africain, etc.) ; (iii) améliorer l'environnement des affaires (soutien à la mise en œuvre des principales priorités de la politique commerciale américaine telles que les accords de libre-échange ou la ZLECAf). Pour rappel, les échanges avec l'Afrique subsaharienne représentaient moins de 1% des importations (21,6 Mds USD) et exportations (15,7 Mds USD) américaines en 2019, selon la CNUCED.

L'AFD et la BOAD signent un nouvel accord cadre en faveur de la finance climatique

L'Agence française de développement (AFD) et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) ont signé [un accord cadre](#) en marge du Sommet « Finance en commun », organisé à Paris du 9 au 12 novembre et qui constituait [la première rencontre mondiale des banques publiques de développement](#). Cet accord, dédié à la finance verte, a pour objectif d'aligner les pays de la région avec l'Accord de Paris et l'Agenda 2030 des Objectifs de développement durable. Il permettra aux deux institutions de réaliser des échanges d'expertise et d'experts, d'organiser ensemble des missions, des études et des séminaires, ainsi que de financer des projets conjoints.

BENIN

Lancement de la campagne 2020/2021 de commercialisation du coton

[La commercialisation du coton de la campagne 2020/2021](#) a démarré le 13 novembre au Bénin, sur la base d'un prix de 265 FCFA/kg (environ 0,40 EUR) pour le coton de première qualité et de 215 FCFA/kg (0,33 EUR) pour le coton de 2^{ème} choix. En 2020/2021, le Bénin devrait conserver sa place de premier producteur africain de coton graine avec une production attendue à 850 K tonnes, devant le Burkina Faso où 550 K tonnes devraient être récoltées. Pour rappel, le coton est de loin [le principal bien d'exportations du Bénin](#) (après les réexportations), représentant plus de 19% des ventes du pays en 2019, soit 321 Mds FCFA (489,4 M EUR).

BURKINA FASO

Approbation par le FMI des deux dernières revues du programme FEC et décaissement anticipé de 51,3 M USD

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé lors de sa réunion du 13 novembre 2020 [les quatrième et cinquième revues de la facilité élargie de crédit \(FEC\)](#) du Burkina Faso, ainsi que le décaissement de la dernière tranche du programme de 51,3 M USD – portant le montant total des décaissements au titre de l'accord à environ 152,6 M USD. Pour rappel, il s'agit des dernières revues du programme avant son expiration. Les services du Fonds ont salué l'engagement des autorités burkinabè dans la mise en œuvre des réformes malgré les défis sanitaire, sécuritaire et climatique. En 2020, le PIB devrait se contracter de 2,8%, et l'inflation s'élever à 2,2% en moyenne annuelle. Les recettes publiques (dons inclus) sont attendues à 22,5% du PIB et les dépenses publiques à 27,7% du PIB, conduisant à un solde budgétaire de 5,3% du PIB (contre 8% en 2017 et 3% en 2019). La dette publique devrait atteindre 46,1% du PIB.

Suppression des taxes douanières sur 97% des produits burkinabè par la Chine

[Le mécanisme des certificats d'origine fournis par la Chine au Burkina Faso a été officiellement lancé](#) le 16 novembre 2020 et devrait permettre à 97% des produits burkinabè d'être exonérés de droits de douane pour leur exportation vers la Chine. Cet accord intervient alors que les ventes burkinabè ont progressé ces dernières années, passant de 5 Mds FCFA en 2017 à 8 Mds FCFA en 2019. Principalement composées de graines et fruits oléagineux (89% des exportations totales, principalement du sésame) et de matières et ouvrages plastiques (9,8%), elles ne représentaient toutefois que 0,4% du total des exportations en valeur du pays en 2019.

CAP VERT

Baisse des dépôts des émigrants dans les banques capverdiennes

En septembre 2020, les banques du Cap-Vert ont enregistré des dépôts d'émigrants d'environ 53,6 Mds CVE (484 M EUR), en baisse pour le septième mois consécutif. La différence par rapport à février 2020 s'établit à 3,2 M EUR, selon [la Banque centrale](#). Les envois de fonds ont quant à eux augmenté de +13,5% au premier semestre par rapport à 2019, pour atteindre environ 480 000 EUR par jour, soit un total de 87,5 M EUR sur les six premiers mois. Néanmoins, ces envois ont diminué de -8,5% au deuxième trimestre 2020 par rapport au premier trimestre. Pour rappel, le Cap-Vert compte près de 600 000 habitants dans l'archipel et plus d'un million en Europe et aux Etats-Unis. Le système financier dépend donc fortement des envois de fonds des émigrants et de leurs dépôts dans les banques.

CÔTE D'IVOIRE

Le projet de budget 2021 à 9 398,3 Mds FCFA présenté à l'Assemblée nationale

Selon le ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, [le projet de budget de l'Etat pour l'exercice 2021](#), deuxième budget élaboré sous la forme d'un budget-programmes, s'équilibre en ressources et en charges à 8 398,3 Mds FCFA (12,8 Mds EUR). Les ressources projetées intègrent des recettes fiscales et non fiscales pour un montant de 4 034,8 Mds FCFA (6,2 Mds EUR), des dons pour 300,8 Mds FCFA (458,6 M EUR) et 1 977,3 Mds FCFA (3 Mds EUR) d'emprunts sur les marchés monétaire et financier. En ce qui concerne les prévisions de dépenses, elles comprennent le service de la dette publique pour un montant de 2 132,8 Mds FCFA, les dépenses de personnel pour 1 831,4 Mds FCFA (2,8 Mds EUR) et des dépenses d'investissement pour 1 959,8 Mds FCFA (3 Mds EUR). Les investissements publics dans les infrastructures de base devraient se poursuivre avec 359,7 Mds FCFA (548,4 M EUR) consacrés à l'aménagement de routes ; 145,8 Mds FCFA (222,3 M EUR) au secteur de l'énergie, 84,1 Mds FCFA (124,1 M EUR) au secteur de l'hydraulique ; 133,4 Mds FCFA (203,4 M EUR) au système sanitaire et 150,8 Mds FCFA (229,9 M EUR) au système éducatif.

Réduction des dotations de quatre fonds de soutien aux entreprises face à la pandémie de COVID-19

[Le gouvernement ivoirien a procédé à la révision à la baisse des dotations de quatre fonds](#) de soutien face à la COVID-19 pour 2020 : le Fonds de soutien aux grandes entreprises a été fixé à 38 Mds FCFA, contre 50 Mds FCFA initialement prévus ; le Fonds de soutien aux PME à 40 Mds FCFA (contre 50 Mds FCFA) ; le Fonds de solidarité et de soutien d'urgences humanitaires à 60 Mds FCFA (contre 90 Mds FCFA) ; et le Fonds d'appui des acteurs du secteur informel à 20 Mds FCFA (contre 40 Mds FCFA).

Lancement des travaux de réhabilitation du stade Félix Houphouët Boigny

Le 13 novembre 2020, [les travaux de réhabilitation du stade Félix Houphouët Boigny ont été lancés](#) en présence du ministre des Sports. Ces travaux, d'un montant de 65,3 Mds FCFA (96 M EUR), comprennent la réhabilitation de l'air de jeu et de la piste d'athlétisme, la mise en place d'une couverture complète en métal-textile pour les gradins, la réhabilitation de plusieurs locaux et la construction d'un immeuble de trois étages avec sous-sol et parking. Cette quasi-reconstruction s'étendra sur 18 mois et s'inscrit dans la préparation de la CAN 2023. Les travaux seront réalisés par l'entreprise portugaise Mota Engil.

Le FIRCA accrédité pour la mise en œuvre des projets financés par le Fonds d'adaptation au changement climatique

A l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt organisé par le gouvernement, [le Conseil des ministres](#) a retenu le Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricoles (FIRCA) pour la mise en œuvre des projets du [Fonds d'Adaptation au changement climatique](#) (FA) en Côte d'Ivoire. Cette accréditation vaut pour une durée de 5 ans. Pour rappel, le FA a été créé à l'issue du Protocole de Kyoto dans l'objectif de financer des programmes d'adaptation au changement climatique dans les pays en développement. Depuis 2010, il

a engagé 720 M USD dans le monde et subventionné une centaine de projets. En 2017, la Côte d'Ivoire avait reçu du Centre de suivi écologique du Sénégal [un soutien par les pairs](#) pour l'accréditation d'une entité nationale d'exécution au Fonds d'adaptation.

11 700 voies et plus de 36 000 carrefours adressés en janvier 2021 à Abidjan

Une grande opération d'adressage du District d'Abidjan a été adoptée par [le Conseil des ministres du 18 novembre 2020](#). Elle doit démarrer en janvier 2021 et concerne environ 11 700 voies et plus de 36 000 carrefours. Une centrale d'adressage a été mise en place au sein du Bureau national d'études et de développement technique pour l'opérationnalisation du projet.

GUINEE

Le gouvernement envisage une révision du code général des impôts

Lors du [Conseil des ministres tenu le 19 novembre 2020](#), le ministre du Budget a présenté l'avant-projet de Loi portant Code Général des Impôts (CGI). Selon lui, le Code actuel, promulgué en 2004, présente des dysfonctionnements et insuffisances qui limitent la mobilisation des recettes intérieures et l'attractivité du pays (existence d'impôts dont l'assiette et le recouvrement posent des problèmes de gestion pratique ; l'absence de législation sur la taxation des transactions transfrontalières ; l'accumulation anormale de crédit TVA dans certains secteurs économiques...). Le nouveau Code élaboré permettra d'atteindre plusieurs objectifs dont un accroissement du rendement budgétaire par l'élargissement de l'assiette fiscale, un élargissement du champ couvert par le dispositif de lutte contre l'évasion fiscale et l'échange de renseignements avec les différentes administrations fiscales. Un atelier de validation du Projet avant son adoption définitive sera organisé, afin d'y favoriser la contribution d'acteurs publics et privés concernés (chambres consulaires, ordres professionnels...).

LIBERIA

8,8 M USD de la Banque mondiale pour le renforcement du système national de protection sociale

La Banque mondiale a approuvé le 16 novembre [le décaissement de 8,8 M USD](#) pour le « [Projet de filets de sécurité sociale au Libéria](#) », mis en œuvre depuis 2016 pour une durée de 5 ans. L'objectif du projet est (i) d'accompagner le gouvernement libérien dans l'instauration d'un système national de protection sociale de base, et (ii) d'apporter une aide financière aux ménages les plus pauvres et en situation d'insécurité alimentaire. Pour rappel, avec un PIB par habitant estimé à 654 USD seulement en 2020, le Libéria figure parmi les dix pays les plus pauvres du monde. Selon les données de l'enquête sur les ménages de 2016, plus de la moitié de la population (50,9 %) serait confrontée à la pauvreté.

Le gouvernement prolonge le cycle de licences pétrolières 2020 et intègre de nouvelles conditions commerciales flexibles et attrayantes

Le gouvernement du Libéria, par le biais de l'Autorité de réglementation pétrolière du Libéria (LPRA), a annoncé [une prolongation du délai de soumission des offres relatives au cycle de licences pétrolière 2020](#) qui concerne 9 blocs dans le bassin de Harper. Lancée en avril et prévue s'achever en octobre, la période de pré-qualification est prolongée jusqu'au 31 mars 2021. Aussi, la période de soumission des offres par les entreprises qui seront qualifiées s'étendra désormais du 30 avril au 31 mai 2021. Cette prolongation vise à permettre aux parties intéressées de tenir compte du choc de la pandémie et des prix bas du pétrole dans leur calcul de rentabilité. La LPRA a également révisé les conditions commerciales afin d'attirer les investisseurs. Désormais, ces derniers sont libres de fixer le montant de la prime de signature et peuvent négocier un calendrier de paiement. Alors qu'auparavant, la prime de signature était fixée au minimum à 8 M USD et payable en une seule échéance. En outre, les investisseurs ont dorénavant la possibilité d'acheter uniquement les données sismiques des blocs pour lesquels ils sont intéressés, au lieu de la totalité comme exigé auparavant.

MALI

8,9 M EUR de l'IFC pour la société Carrières et chaux du Mali

La Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, a annoncé [l'octroi d'un prêt de 8,9 M EUR à la société Carrières et chaux du Mali \(CCM\)](#) pour l'aider à augmenter sa production de chaux agricole et de chaux vive : sa capacité annuelle de production de chaux vive devrait ainsi passer de 16 500 tonnes aujourd'hui à 30 000 tonnes d'ici 2023, et sa capacité annuelle de production de chaux agricole pourrait être portée à 50 000 tonnes. A terme, CCM espère accroître sa présence régionale en

augmentant ses exportations de chaux agricole à destination des agriculteurs des pays voisins en Côte d'Ivoire, Guinée et Sénégal. Pour rappel, la chaux vive (principalement importée d'Europe) est utilisée pour l'extraction de l'or et la chaux agricole (dérivée de la chaux vive) pour préserver la qualité des sols et améliorer la productivité agricole.

Lancement par Altus Stratégies d'un nouveau programme de forages sur le site de Diba

La junior australienne Altus Stratégies a lancé [un programme de forages sur son actif aurifère de Diba](#) pour améliorer l'estimation des ressources minérales du projet ainsi que les résultats de l'évaluation économique préliminaire. Selon les estimations actuelles, Diba héberge des ressources indiquées de 4,8 M tonnes à une teneur de 1,39 g/t d'or et des ressources inférées de 5,4 M tonnes titrant 1,06 g/t d'or. L'amélioration du taux de récupération de l'or pourrait faire passer la valeur actuelle nette de l'actif à 107 M USD après impôts (+32% par rapport à la précédente estimation). L'évaluation économique préliminaire prévoit un investissement de 20 M USD pour concrétiser ce potentiel, avec une production annuelle de 59 000 onces sur 39 mois.

MAURITANIE

Prolongation de l'accord de pêche bilatéral avec l'Union européenne et négociations de l'accord de pêche avec la Chine

La Mauritanie et l'Union européenne (UE) ont procédé à la prolongation du protocole définissant les modalités de pêche et la compensation financière versée par l'UE, [établie à 57 M EUR](#). Cet accord, qui permet aux flottes des Etats membres de pêcher dans les eaux mauritaniennes, est le plus important accord bilatéral de l'UE. Il était en cours de renégociation depuis 2019. A noter que les négociations entre la [Mauritanie et la Chine](#) sur le renouvellement du protocole de l'accord de pêche maritime pour la période 2021-2025 ont également débuté le 16 novembre. Les deux parties feront le bilan de l'accord de pêche 2015-2020 et proposeront les termes de l'accord qui sera adopté début 2021. Pour mémoire, la Mauritanie et la Chine sont liées depuis 2010 par un accord dans le domaine de la pêche maritime pour une période de 25 ans, cet accord devant être renouvelé tous les 5 ans.

NIGER

15 Mds FCFA de la BOAD pour bitumer les voies urbaines à Diffa

Le gouvernement a adopté [le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de prêt d'un montant global de 15 Mds FCFA](#) (22,5 M EUR), conclu entre le Niger et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD). Ce financement servira au projet d'aménagement et de bitumage des voies urbaines à Diffa. La mise en service des routes bitumées de la ville devrait réduire le temps de parcours d'environ 70% et le coût d'exploitation des véhicules d'environ 50%. Frontalière avec le Nigéria, Diffa abritera le 18 décembre les festivités marquant la commémoration de la proclamation de la République du Niger.

Deux nouvelles entreprises bénéficiaires des avantages du code des investissements

Les sociétés Ader-Industries SARL et Nabi Pisciculture et Écloserie Moderne-SA bénéficieront des avantages du régime conventionnel du code des investissements, suite à l'adoption du projet de décret par [le Conseil des ministres du 13 novembre](#). Ader-Industries SARL devrait investir 5,8 Mds FCFA (8,7 M EUR) pour la création et l'exploitation d'un complexe industriel de production et de transformation des produits agroalimentaires. La société Nabi Pisciculture et Écloserie Moderne-SA devrait investir 4,7 Mds FCFA (7 M EUR) pour la création d'un complexe piscicole à Niamey. Pour rappel, le code des investissements du Niger offre des avantages fiscaux à tout investisseur pendant la réalisation des investissements et pendant la phase d'exploitation pour une durée de 5 ans.

SENEGAL

La mission du FMI pour l'adoption de la 2^{ème} revue du programme prévoit un taux de croissance autour de 5% en 2021

[Une mission virtuelle du FMI s'est déroulée du 5 au 16 novembre](#) et a permis aux équipes du Fonds de trouver un accord avec les autorités sur les réformes économiques et financières qui permettront l'approbation de la 2^{ème} revue du programme ICPE (instrument de coordination des politiques économiques). La mission note que si l'impact économique de la pandémie a été significatif au premier semestre 2020, la reprise semble plus soutenue que prévu, grâce à l'assouplissement des mesures de confinement, la baisse régulière du nombre d'infections et hospitalisations depuis août et des perspectives favorables pour la

campagne agricole 2020-2021. La récession de 0,7% du PIB pourrait être évitée en 2020, et la reprise en 2021 est prévue à 5%. Le déficit budgétaire s'élèverait à 6,5% du PIB en 2020.

Le Parlement européen adopte le nouveau protocole d'accord de pêche durable avec le Sénégal

[Ce nouveau protocole d'accord](#), adopté le 12 novembre par le Parlement européen, représente un montant global de plus de 15,2 M EUR sur 5 ans, soit plus de 3 M EUR par an. Il comprend une contribution financière annuelle de l'Union européenne d'un montant de 1,7 M au Trésor sénégalais et une contribution des armateurs européens en contrepartie des licences accordées et des captures effectives, estimées à 1,3 M EUR par an. Un appui sectoriel annuel de 900 K EUR sera apporté au Sénégal, en hausse de 20%, à la bonne gouvernance dans le secteur des pêches, en particulier pour soutenir la pêche artisanale, renforcer la lutte contre la pêche illégale, la surveillance des activités de pêche, et la recherche. Cet accord comprend également une garantie d'emploi de marins sénégalais à bord des navires européens pour au moins un quart de l'équipage et les quotas annuels ont été revus à la baisse (10 000 tonnes pour les thonidés et 1 750 tonnes de merlu noir).

SIERRA LEONE

Lancement officiel de l'Agence nationale de gestion des catastrophes

Le 19 novembre 2020, le Président Maada Bio a procédé au [lancement officiel de l'Agence nationale de gestion des catastrophes](#). La création de cette agence en juillet 2020 s'inscrit dans le plan de développement national à moyen terme, dont l'un des axes stratégique s'attaque aux vulnérabilités et renforce la résilience. Elle a pour mission de gérer les catastrophes et urgences assimilables sur tout le territoire sierra léonais et de développer la capacité des communautés à réagir efficacement aux catastrophes et aux urgences.

TOGO

Les parts de l'État dans 42 sociétés publiques et semi-publiques estimées à 103 Mds FCFA en 2019

Le ministère de l'Economie et des Finances a mis en ligne le 11 novembre 2020 [la liste actualisée des participations de l'Etat togolais dans 42 entreprises](#), qui représentent une capitalisation de 103 Mds FCFA (157 M EUR). Sur ce total, 16 sociétés sont détenues à 100% par la puissance publique, dont la banque UTB, [qui doit toujours être privatisée](#) (tout comme sa consœur, la BTCL, détenue à 70,6% par l'Etat togolais). En outre, l'Etat ne détient plus que 49% des actions de Togocom, dont la majorité a été cédée à Axian fin 2019. Pour rappel, le Parlement a également validé en juin 2020 la cession de 51% des parts de la [Nouvelle société cotonnière du Togo](#) (NSCT) au groupe singapourien Olam.

Adhésion aux statuts de l'AIB et à l'accord de l'Africa Finance Corporation

[Le parlement togolais a adopté le 5 novembre 2020 deux lois](#) autorisant l'adhésion du pays à la [Banque asiatique pour l'investissement dans les infrastructures](#) (AIB), créée en 2014 à l'initiative de la Chine, et à [l'Africa Finance Corporation](#) (AFC), détenue à 42,4% par la Banque centrale du Nigéria, deux institutions agissant notamment pour le financement de projets d'infrastructures.

Interdiction de l'importation de volailles en provenance de six pays européens

Le 16 novembre 2020, [le ministère togolais de l'agriculture](#) a annoncé que les importations de volailles depuis l'Allemagne, l'Irlande, le Danemark, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Russie seraient désormais interdites, en raison de l'épidémie de grippe aviaire qui touche actuellement ces pays. L'interdiction concerne les volailles vivantes, leurs produits dérivés, ainsi que les aliments pour volailles.

60 Mds FCFA de chiffre d'affaires pour les compagnies d'assurance en 2019

En 2019, [les compagnies d'assurance présentes au Togo ont réalisé un chiffre d'affaires total de 60 Mds FCFA](#) (91 M EUR), ce qui représente une augmentation de 25% par rapport à 2015. GTA Assurance vie occupe la première place du marché avec un montant de primes souscrites de 11,7 Mds FCFA (17,9 M EUR). Elle est suivie par SAHAM et SUNU Vie qui comptabilisent respectivement 10,5 Mds FCFA (16 M EUR) et 7,4 Mds FCFA (11,3 M EUR) de primes. Pour rappel, le taux d'assurance globale de la population togolaise reste encore faible, se situant entre 20 et 30%.

Responsable de la publication : François SPORRER, Chef du Service économique régional d'Abidjan

Pour s'abonner : abidjan@dgtresor.gouv.fr

[Site Internet](#) et compte Twitter [@DGTresor_RCI](https://twitter.com/DGTresor_RCI) 

Copyright : tous droits de reproduction réservés sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Abidjan.

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional d'Abidjan (Afrique de l'Ouest – hors Nigéria-Ghana)
François SPORRER francois.sporrer@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Bamako (Mali)
Valéry ALVES valery.alves@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Dakar (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Cap Vert)
Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Lomé (Togo, Bénin)
Pascal FOURCAUT pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Ouagadougou (Burkina Faso, Niger)
Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS PAYS

	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	130,9	1 100
Macroéconomie¹																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,6	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	149,4	1 714,2
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	774,7	3 601,7	2 229,6	774,2	1 102,5	810,6	693,6	907,3	1 872,6	553,9	1 445,9	539,1	675,3	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,5	+6,1	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,9	+5,3	+5,4	+5,3	+6,1	+3,2
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+27	-2,9	+2,3	-2,5	+1	+14,8	+0,7	-0,3	+8,5
Finances Publiques																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-3,5	-1,8	-2,3	-2,5	-0,5	-4,6	-4,5	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,7	+2,1	-2,3	-4,2
<i>Dette publique (%PIB) 2019</i>	41,2	42,7	125,0	37,9	80,0	34,5	67,6	53,3	40,5	58,1	41,7	64,1	70,0	70,9	44,5	50,4
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
Echanges²																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	2 365,4	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	1 070,6	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,8	+0,3	-2,7	-5,3	-13,7	-8,5	-21,5	-4,2	-10,6	-12,6	-7,7	-13,5	-4,3	-5,3	-3,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8,8	-	4,2	2,5	-	2,3	-	3,7	-	-	3,9	-	6,0	6,2
Classements internationaux																
<i>IDH (2019)³</i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)⁴</i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Transparency International⁶</i>	80	85	41	106	-	130	168	137	130	137	120	66	119	130	-	-

1 Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

2 Trade Map-2017

3 PNUD – Classement sur 189 pays

4 Banque mondiale - Classement sur 190 pays

5 Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D, E dans l'ordre croissant du risque

6 Indice de perception de la corruption – classement sur 198 pays.